

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St-Étienne le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS

ZI Croix Meyssant
42600 Savigneux

Références : UID4243_EAR_026_026
Code AIOT : 0006103496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS implanté 108 IMPASSE DE LA CROIX MEYSSANT 42600 Savigneux. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Opération régionale dite « coup de poing » du 16 mars au 3 avril 2026 portant pour la campagne 2026 sur les « Fluides frigo/SAO/GESF ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS
- 108 IMPASSE DE LA CROIX MEYSSANT 42600 Savigneux
- Code AIOT : 0006103496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la fabrication de peintures poudre thermodurcissable.

Il comporte des stockages de résine polyester et époxy et de pigments minéraux et organiques (matières premières) ; des ateliers de fabrication par mélange, extrusion, broyage de ces matières, de conditionnement, et des stockages de produits finis.

Les activités du site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral (AP) du 11.03.2022, venu régulariser une extension significative des activités et imposer à l'exploitant les études et travaux permettant la mise en conformité de ses installations.

Une inspection du site du 09.07.2024 a procédé au récolement des activités et installations au regard de la réglementation qui s'impose au site (cf. rapport n°UID4243_EAR_24_289 du 19.07.2024 traitant du titre sur la prévention des risques accidentels).

Un arrêté préfectoral complémentaire (APc) du 07.04.2025 a modifié les valeurs limites d'émission des rejets canalisés et prescrit la mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires.

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification et connaissance des équipements	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47	Sans objet
2	Contrôle périodique de l'installation	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-56	Sans objet
3	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
4	Confinement des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5	L'exploitant améliore sous 6 mois l'opérationnalité de son suivi.
5	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
6	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	L'exploitant améliore sous 6 mois l'opérationnalité de son suivi.
7	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Complétude du suivi sous 3 mois.
9	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	L'inspection recommande que le tableau de suivi des équipements comprenne l'information de la valeur du PRG.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Points de contrôle 4 et 6 : L'exploitant améliore sous 6 mois l'opérationnalité de son suivi pour permettre des réponses facilitées à des requêtes particulières de suivi des FF.

Points de contrôle 7 : L'inspection relève que les nouveaux items récemment ajoutés au tableau de suivi des équipements contenant des FF sont partiellement remplis (*Fréquence Contrôle Etanchéité (Mois) ; Intervenant contrôle Etanchéité Date dernier contrôle Etanchéité*) pour les autres équipements que les groupe froids et que 4 climatiseurs [CC038-CC039-CC040-CC050]. Cette complétude demande à être assurée sous 3 mois.

Point de contrôle 8 : il est demandé sous 1 mois d'attester de la capacité du troisième opérateur (non concordance identifiée). Passé ce délai, et en l'absence d'attestation de capacité fournie pour un opérateur intervenant sur les équipements de FF du site, l'inspection préparera un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'inspection rappelle par ailleurs la référence de l'article R. 543-122-1° du code de l'environnement au titre d'un possible PV de 3e classe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration conforme
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. II. - Les informations à fournir par le déclarant sont : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ; 3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ; [...]
Constats : Les usages de fluides frigorigènes identifiés sur le site sont : groupes froids industriels et sécheurs : climatisation des locaux administratifs. Un tableau de l'exploitant de synthèse des fluides frigorigènes (FF) présents sur le site comprend notamment comme informations : nom et localisation de l'équipement ; nature du FF ; fréquence de contrôle ; contrôle d'étanchéité ; contrôle d'entretien annuel; valeur en Eq CO2 ; soumis ou non à détecteur de fuite.

En synthèse pour le site, il est possible d'établir le tableau suivant reprenant les éléments du dernier dossier d'autorisation d'exploiter (cf. DAE instruit en vue de l'arrêté préfectoral de 2022) et le point réalisé à date sur la base du tableau de synthèse récemment mis à jour :

	Quantité de FF		PRG
	Dans l'AP de 2022	A date (Tableau de synthèse)	
HFC (HydroFluoroCarbone)			
R134a	326,6	401	1300
R32	5,9	22,77	677
R407C	252,2	15,2	1624
R410A	63,9	73,61	1924
R290 / propane	-	0,13 (appareil mobile)	3
HCFC (HydroChloroFluoroCarbone)			
R-22	324,1	5,53	1760
Somme	972,7	518	Sans objet

Au détail près de l'appareil mobile au propane (évacuation à venir), la liste des FF présents sur site est inchangée ; les quantités initialement autorisées sont cependant supérieures à celles effectivement recensées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-56

Thème(s) : Situation administrative, Réalisation du contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles. [...] La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

<p>Constats :</p> <p>Le site est classé selon la procédure et sous le régime de l'Autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Conformément au second alinéa de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, le site n'est alors pas soumis à l'obligation de réalisation d'un contrôle périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements

<p>Référence réglementaire : Code de l’environnement du 28/12/2015, article R. 543-82</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'échantillonnage réalisé a porté sur les installations de groupes froids industriels.</p> <p>La transmission par l'opérateur du récapitulatif des fiches d'intervention permet par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - après recherche, d'examiner une fiche d'intervention du 26.02.2026, comprenant les deux signatures (détenteur et opérateur) ; l'opération a consisté, à l'occasion d'une requalification d'un équipement sous pression, à purger, puis recharger le circuit en FF : R 134a ; - une opération en 2023 de démantèlement d'un équipement (GF6) avec du FF: R 407C (concordant avec le point de recensement à date du point de contrôle précédent).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Confinement des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : [...] 3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz. [...] 5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés : Article 5 <i>V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :</i> -dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO ₂ ; -dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas. Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés : Article 7 <i>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</i> <i>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</i> <i>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</i> Article R. 543-89 du code de l'environnement : <i>Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.</i>

Constats :

Sur le même échantillonnage que pour le point de contrôle précédent, le tableau de synthèse de l'opérateur :

- ne fait pas apparaître des opérations de recharge régulières sur des d'équipements fuyards ;
- indique "ajout de fluide" pour les années 2020 et 2021, sans qu'il ne soit possible de qualifier et identifier l'équipement à l'origine de cet "ajout", notamment au titre d'une possible fuite.

L'exploitant indique que la GMAO du site date d'il y a moins d'un et qu'elle n'est pas opérationnelle au cas particulier de la recherche réalisée pour ce point de contrôle.

Les informations sont réparties en des points multiples de l'arborescence informatique du site (fonction des services et personnes responsables ; fonction des équipements).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant améliore sous 6 mois l'opérationnalité de son suivi pour permettre des réponses facilitées à des requêtes particulières de suivi des FF (e.g. objet du présent point de contrôle).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Présence d'un système de détection de fuite

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.
[...]

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Arrêté du 29 février 2016

Article 3 :

I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en

HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. [...]. III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants : a) La pression ; b) La température ; c) Le courant du compresseur ; d) Les niveaux de liquides ; e) Le volume de la quantité rechargée. Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté. L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

Constats :

Le site n'utilise pas de FF présent à la liste figurant en annexe II du Règlement 2024/573. Parmi les équipements fixes, qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I de ce même Règlement, la quantité la plus importante est retrouvée au niveau du groupe froid de broyage 'GF001' avec 193 tonnes équivalent CO₂ (inférieur au seuil de 500 tonnes équivalent CO₂).

Le site ne répond donc pas aux conditions imposant la mise en place de système de détection de fuite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5

Thème(s) : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou
- b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

Par dérogation au deuxième alinéa, lorsque des équipements hermétiquement scellés sont installés dans des bâtiments résidentiels, ils ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité lorsque ces équipements contiennent moins de 3 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés, à condition qu'ils soient étiquetés comme étant hermétiquement scellés.

Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;
- b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;
- c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[....]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

Le tableau de suivi des équipements du site échantillonnés comprend la qualification, pour chacun d'entre eux, de la fréquence de programmation des contrôles d'étanchéité à réaliser. Les contrôles sont ainsi cadencés par 6 mois au 12 mois.

Au regard de l'organisation documentaire (cf. point de contrôle précédent), il est examiné par échantillonnage pour l'équipement GF 5 (fréquence 6 mois):

- l'avant-dernier contrôle date du 05.06.2025 (89 kg de R 134a) ; pas de fuite d'étanchéité ; 2 signatures apposées (opérateur et détenteur) ;
- le dernier contrôle date du 24.11.2025 ; pas de fuite d'étanchéité ; 2 signatures apposées (opérateur et détenteur).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant améliore sous 6 mois l'opérationnalité de son suivi pour permettre des réponses facilitées à des requêtes particulières (e.g. objet du présent point de contrôle).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Marque de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer

Prescription contrôlée :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Arrêté ministériel du 29 février 2016

Article 7 :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Le choix de la vérification sur le terrain de la présence d'une marque de contrôle a porté sur le plus gros équipement du site (Groupe Froid 1 / Groupes Froid Broyage ; FF : R134a ; 193,050 t. Eq CO2).

La planche photographique en annexe rend compte de la lisibilité du marquage (bleu) et de la limite de la validité du contrôle d'étanchéité réalisé (non échue).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection relève que les nouveaux items récemment ajoutés au tableau de suivi des équipements contenant des FF sont partiellement remplis (Fréquence Contrôle Etanchéité (Mois) ; Intervenant contrôle Etanchéité Date dernier contrôle Etanchéité) pour les autres équipements que les Groupes Froids et que 4 climatiseurs [CC038-CC039-CC040-CC050].
Cette complétude demande à être assurée sous 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

Thème(s) : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Article R. 543-79 du code de l'environnement :

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

Constats :

L'exploitant suit la validité des attestations de capacité et leur référence pour chacun des opérateurs intervenant sur son parc d'équipement contenant des FF :

Nom prestataire	Coordonnées	Numéro d'attestation de capacité	Date attestation de capacité	Fin de validité
FROID FOREZIEN	16 rue Léo Lagrange 42270 St Priest en Jarez	12003	05/01/2024	04/01/2029
FMC (Frigorifiques Machines du Centre)	47 rue Gauthier Dumont 42100 Saint Etienne	16942	20/09/2024	19/09/2029
EXLAIR	714 rue Jean Rostand 42650 St Jean Bonnefonds	3788149	25/10/2024	24/10/2029

Après vérification de l'inspection (cf. site de l'Ademe : <https://syderepv1.ademe.fr/fr> ; Catégorie « Gaz fluorés » puis « Liste des opérateurs ... »), la dernière attestation de capacité figurant sous le n°3788149 n'est reliée à aucun opérateur. Par ailleurs, les raisons sociales présentes sur la commune de ST JEAN BONNEFONDS ne comprennent pas de Raison sociale sous le nom de EXPLAIR disposant d'une attestation de capacité. La seule société « EXPLAIR » disposant d'une attestation de capacité est telle que :

Raison sociale	SIREN/SIRET	Ville/CP	Secteur d'activité	Attestation ou certificat	Catégorie d'attestation
EXLAIR - ATEP	30544887000033	13799 AIX EN PROVENCE CEDEX 3	Froid et climatisation	2058473	Catégorie 1

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous 1 mois la mise à jour nécessaire des informations fournies pour attester de la capacité du troisième opérateur.

Passé ce délai, et en l'absence d'attestation de capacité fournie pour un opérateur intervenant sur les équipements de FF du site, l'inspection préparera un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'inspection rappelle par ailleurs la référence de l'article R. 543-122-1° du code de l'environnement* au titre d'un possible PV de 3^e classe.

* « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait :

1° Pour un détenteur, lorsque les opérations d'entretien ou de réparation nécessitent une intervention quelconque sur le circuit frigorifique, de faire charger, mettre en service, entretenir ou réparer un équipement sans recourir à un opérateur titulaire d'une attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français, contrairement aux dispositions de l'article R. 543-78 ; »

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération
Prescription contrôlée : [....] 3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite. Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7; b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone : <i>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</i>
Constats : Selon le tableau de synthèse établi au constat du premier point de contrôle (au plus, PRG de 1924 pour le FF R410A) , le site n'utilise pas de FF avec un potentiel de réchauffement planétaire égal ou supérieur à 2 500.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection recommande que le tableau de suivi des équipements mis en place par l'exploitant comprenne l'information de la valeur du PRG.
Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°7 : Marque de contrôle



Marque et descriptif de l'équipement



Marque de contrôle seule